

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

QUELLE POLITIQUE LAITIÈRE POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

PRÉSENTATION

La politique laitière communautaire est à un tournant. Alors que les principales Organisations communes de marché (OCM) des produits agricoles ont été considérablement modifiées au cours des dix dernières années, celle du lait et des produits laitiers est demeurée largement inchangée depuis la mise en place des quotas laitiers en 1984.

La réforme de l'Agenda 2000 constitue une première rupture puisqu'elle comprend, pour la première fois dans le cas du lait, une diminution du soutien par les prix et la compensation des baisses induites de revenu par des aides directes. En outre, il y a augmentation des quotas laitiers. Toutefois, les décisions ne commenceront à prendre effet qu'en 2005 et elles ne joueront à plein qu'à partir de 2007.

La Commission européenne s'est engagée à évaluer les différentes OCM, notamment celle du lait et des produits laitiers, en 2002-03 à l'occasion de ce qui est aujourd'hui désigné sous le terme "d'examen à mi-parcours". Compte tenu des pressions externes (cycle du Millénaire à l'Organisation mondiale du commerce) et internes (élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale, contrainte budgétaire, questions liées à l'environnement, à l'occupation du territoire ou à la qualité sanitaire des aliments, etc.), il est vraisemblable que la politique laitière européenne sera modifiée dans les prochaines années, peut-être même avant que les mesures de l'Agenda 2000 ne soient appliquées. Une des interrogations principales est celle du maintien ou non de la politique du contrôle de l'offre, en d'autres termes du régime des quotas laitiers.

Le 8 octobre 2001, le département Economie et sociologie rurales (ESR) de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a organisé une journée de présentation des travaux réalisés dans ses unités dans le domaine de l'économie laitière. L'objectif était d'apporter des éléments d'analyse sur l'impact des quotas laitiers, la compétitivité des exploitations laitières et les conséquences de divers scénarios de réforme de la politique laitière.

La matinée était consacrée à l'analyse des impacts au niveau des exploitations laitières. Plus précisément, les interventions ont porté sur :

- La mise en œuvre des quotas laitiers dans les principaux pays européens. Il apparaît que les modes de gestion des quotas sont très différents selon les pays, depuis la mise en place de marchés de quotas pratiquement libres jusqu'à la gestion uniquement administrative. Il apparaît également que la mise en place des quotas n'a pas empêché de fortes restructurations dans les différents pays et ceci, quels que soient les modes de gestion.

· L'analyse des performances économiques des exploitations laitières françaises. L'étude met clairement en évidence la forte hétérogénéité des performances économiques des exploitations et ceci, quels que soient les systèmes de production. Le travail permet également d'évaluer les conséquences d'une baisse du prix du lait sur les résultats économiques des exploitations.

· L'impact sur le nombre d'exploitations laitières françaises d'une suppression des quotas. Alors que la plupart des travaux sur l'évolution du nombre des exploitations laitières repose sur une analyse démographique des effectifs d'exploitations, le travail vise à mesurer l'effet d'un changement de politique sur le nombre d'exploitations. L'étude montre que la suppression des quotas laitiers, des mesures de soutien interne et des subventions à l'exportation aurait un impact négatif important sur le nombre d'exploitations laitières françaises.

L'après-midi était consacré à l'analyse des impacts de réformes sur les marchés du lait et des produits lai-